



Marseille (13), le 4 octobre 2017

Monsieur le Directeur Régional des Finances Publiques,

Vous conviez notre organisation syndicale à une rencontre bilatérale le 11 octobre prochain. Solidaires Finances Publiques 13, toujours soucieux d'unité et de transparence, n'a pas l'habitude de participer à ces rendez-vous, d'autant qu'aucun ordre du jour ou document préparatoire ne nous ont été transmis à cette fin.

Cette rencontre a par ailleurs été fixée entre le 10, journée de mobilisation de la Fonction Publique à l'appel de l'ensemble des syndicats, et le 12, seconde convocation du Comité Technique Local (C.T.L.), soit deux occasions pour les agents et leurs représentants de faire entendre leur voix.

Les revendications de Solidaires Finances Publiques 13, aussi bien au plan national que localement, sont exprimées et connues ; aller à Canossa dans ces conditions ne représente pas à nos yeux un moyen d'améliorer les conditions d'exercice des missions des agents du département.

Surtout, dans un courrier en date du 26 septembre, le Premier Ministre tombe le masque et détaille la mise en place du Comité d'Action Publique 2022 (CAP 22). Officiellement et explicitement, la mise à mort de la Fonction Publique est actée. Vous qui, souvent, avez tenté de nous rassurer sur la pérennité de nos règles de gestion ou de nos missions, vous voilà désormais devant le fait accompli. Nous avons raison, le projet du Gouvernement est de nous liquider. Vous ne pouvez désormais plus ignorer cet objectif clair. Ce nouveau crachat à la figure des agents publics, et notamment ceux de la DGFIP, n'appelle aucune autre réponse que la mobilisation massive de tous, agents, usagers et citoyens pour défendre notre modèle de société.

Dans ce contexte, il est inconcevable pour Solidaires Finances Publiques 13 de participer à la rencontre prévue, inconcevable pour nous de se livrer à des ronds de jambe alors que le Premier Ministre réclame notre tête au Comité d'Action Publique. Nous ne participerons pas à ce que vous qualifiez de « dialogue social », dans la mesure où les agents et leurs représentants ne sont pas écoutés.

Aussi bien l'exécutif que la Direction Générale ont choisi la voie du mépris et de l'affrontement : Solidaires Finances Publiques 13 en tire les conséquences. Nos conditions de travail et nos métiers, les agents de la DRFiP PACA 13 méritent bien mieux que gesticulations de façade et mascarades cosmétiques. Ils méritent du respect.

*Maxime PICARD*

*Secrétaire départemental Solidaires Finances Publiques 13*

